



Laurent Minguet

L'entreprise et le développement durable

En préambule au dossier que Trends-Tendances entendait consacrer à l'avenir de nos entreprises face aux défis du développement durable, nous avons convié Laurent Minguet, Manager de l'Année 2004 et spécialiste de la question, à une rencontre avec la rédaction afin d'en cerner au mieux les axes prioritaires. Trois heures de débat et d'échanges passionnés plus tard, ledit dossier se transforma en ce véritable numéro spécial de plus de 80 pages consacrées au sujet ! Pour résumer le discours de notre rédacteur en chef invité, partagé entre ses nombreux projets verts (voir pages 112 à 115) et la sortie, le 24 juin, de son nouvel ouvrage «9 milliards. Le futur, maintenant!», nous avons choisi de publier, en guise d'éditorial, les extraits du dernier billet qu'il a publié sur son blog, NowFuture.org, et qui résume parfaitement les défis qui attendent nos entreprises.

Le développement durable vise la satisfaction de nos besoins sans hypothéquer la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Cela ne veut pas dire que chacun doit se serrer la ceinture et consommer avec parcimonie un pétrole ou une nourriture rare. L'austérité n'est pas du développement dès lors qu'elle ne satisfait plus nos besoins. Le développement durable recherche au contraire à les satisfaire avec cette condition supplémentaire de pérennité des solutions.

L'entreprise ne partage pas nécessairement le même objectif. Une entreprise bien gérée tâchera d'optimiser ses profits notamment en réduisant ses coûts. Et cela peut être le cas quand elle investit pour économiser de l'énergie ou de la matière dans ses processus de production. Mais elle ne le fera que si elle est convaincue de gagner plus d'argent, éventuellement indirectement, par l'image positive qu'elle peut donner à ses clients, de plus en plus nombreux à être soucieux de développement durable.

Nous pensons que la bonne pratique ou le produit durable est forcément plus cher. C'est effectivement souvent le cas puisque sa production utilise des matériaux ou de l'énergie qui ajoute le critère durable à ses spécificités.

Ainsi un châssis de bois FSC, label de durabilité forestière, coûtera quelque pour cent de plus que celui fabriqué avec du bois extrait de manière minière au Congo. Par contre, la production d'acier au Brésil est moins chère en utilisant du charbon de bois renouvelable issu des forêts FSC d'Arcelor que de fabriquer du coke avec du charbon fossile importé. De même,

la production de bois énergie dans les pays tropicaux permettrait d'alimenter des centrales thermiques pour produire de l'électricité trois fois moins chère que celle produite par les actuelles et très polluantes centrales au fuel lourd.

Qu'attend-on pour généraliser ces processus? Rien, ils sont en marche, mais la transition de la production d'énergie vers une autre prend 20 à 30 ans. Il y a 50 ans, on chauffait les bâtiments au charbon, il y a 30 ans au mazout, aujourd'hui au gaz et demain à la biomasse avec de la cogénération, car il est plus efficace et

plus rentable de valoriser la chaleur coproduite avec l'électricité au moyen de réseaux de chauffage urbain. Il faut simplement du temps pour mettre en œuvre ces techniques et la volonté de mieux faire.

D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le stock d'énergie conventionnelle est de 930 Gtep, soit 80 années de consommation mondiale au rythme actuel, lequel grandit chaque année. Les plus optimistes prétendent qu'il suffira de creuser plus profond ou plus loin pour continuer à en extraire. C'est vrai tant que l'énergie nécessaire à extraire une tonne de pétrole reste inférieure à l'énergie que ce pétrole génère.

A l'inverse, les énergies du soleil, le rayonnement et ses dérivés (vents, courants marins, biomasse, hydroélectricité) sont 6.000 fois supérieurs à la consommation mondiale. Il suffirait donc de capter un millième de l'énergie qu'on reçoit chaque année pour multiplier par six l'offre énergétique sur la planète, renouvelable et non polluante. Mais aujourd'hui, en Belgique, la production d'électricité photovoltaïque coûte 10 fois plus cher que celle produite avec une centrale TGV. Celle d'une centrale solaire au sud de l'Espagne coûte encore le double. C'est évidemment sans compter sur le coût des externalités, dont la

pollution générée par les gaz à effets de serre que les producteurs ne doivent pas assumer.

Les problèmes liés au changement climatique intensifient l'urgence à changer de mode de production plus rapidement que ce que les règles de marché n'imposent tant qu'une instance suprême n'ajoute pas le coût des externalités aux énergies conventionnelles.

Quoi qu'il en soit, le recours à davan-

tage de technologies pour répondre aux défis du développement durable caractérisera sans doute l'industrie du 21^e siècle. Les exemples sont nombreux. Il faudra notamment fournir 10 milliards de tep (tonne équivalent pétrole) d'énergie renouvelable supplémentaires, inventer le véhicule qui ne pollue pas (ou peu) ou généraliser les pratiques agricoles durables pour mieux nourrir trois milliards de personnes supplémentaires tout en maintenant suffisamment de biodiversité sur la planète. Tout un programme... ■

Le développement durable cherche à satisfaire nos besoins avec cette condition supplémentaire de pérennité des solutions.